

Socio-économie écologique et économie politique : enjeux théoriques, méthodologiques et empiriques

Appel à contributions Atelier ouvert

Coordination

Arnaud Buchs, UMR GAEL, Sciences Po Grenoble, Grenoble, France.

Leslie Carmoye, UMR CESAER, AgroSup Dijon, Dijon, France.

Olivier Petit, UMR CLERSE, Université d'Artois, Arras, France.

Gaël Plumecocq, UMR AGIR et LEREPS, INRA, Toulouse, France.

Clive Spash, WU Vienna University of Economics and Business, Vienne, Autriche.

L'économie écologique est un champ d'analyse qui s'est institutionnalisé à la fin des années 1980 avec la création de l'International Society for Ecological Economics et de la revue *Ecological Economics*. Des clivages importants entre différentes manières de concevoir les objectifs, les outils et méthodes d'analyse de ce courant se sont très rapidement révélés, conduisant à distinguer aujourd'hui, à la suite de Clive Spash, trois tendances qui témoignent d'une proximité ou au contraire d'une volonté de se distancier des outils d'analyse de l'économie standard. Deux sous-courants de l'économie écologique, la « nouvelle économie des ressources » et le « nouveau pragmatisme environnemental », adoptent une position conciliante à l'égard de l'économie standard et de ses outils, tandis qu'un troisième sous-courant, la « socio-économie écologique », s'inscrit davantage dans l'héritage des approches économiques institutionnalistes, tout en développant une approche interdisciplinaire en sciences sociales.

L'objectif de ce panel ouvert est d'explorer les relations que la socio-économie écologique entretient avec les courants hétérodoxes en économie et les voies qui pourraient être ouvertes à l'avenir si les liens entre ces différents courants de pensée étaient davantage structurés.

Pour ce faire, nous attendons des contributions mobilisant des arguments théoriques et/ou méthodologiques et pouvant s'appuyer sur des terrains à partir desquels les fécondations croisées pourraient être mises à jour ou questionnées.

D'un point de vue théorique, sans être exhaustifs, il nous semble que les approches en économie des institutions au sens large peuvent être mobilisées (ancien institutionnalisme, école de la régulation, économie des conventions, courant de la proximité, etc.). En outre, quels croisements peuvent être opérés entre la socio-économie écologique et les approches marxistes, ou encore avec les analyses post-keynésiennes ? Dans une perspective davantage interdisciplinaire, quels croisements sont identifiables, voire souhaitables entre la socio-économie écologique et les autres communautés épistémiques qui opèrent à l'interface entre natures et sociétés (systèmes socio-écologiques, approches des communs, political ecology, etc.) Qu'est-ce qui différencie ces différentes approches et quels sont les éventuels points de blocage qui empêcheraient de nouer un dialogue renouvelé ?

D'un point de vue méthodologique, comment mobiliser les enjeux temporels (aspects historiques et prospective) et territoriaux (gouvernance multi-niveaux, outils cartographiques...) ? Comment renouveler les méthodes d'évaluation des dommages ou des risques environnementaux ou encore celles touchant aux services écosystémiques ? Quel est le rôle joué par les concepts-frontière, qui peuvent être appropriés par les différents courants mentionnés ci-dessus (services écosystémiques, capital naturel, résilience, gouvernance, biens communs, etc.) et comment peuvent ils aider à nouer un dialogue ?

Enfin, quelles sont les conséquences épistémologiques liées à l'appréhension de la crise écologique et de sa matérialité dans les sciences sociales (et donc y compris en économie) ? Comment la socio-économie écologique se différencie-t-elle des autres approches institutionnalistes sur ce point ? Comment la socio-économie écologique peut-elle aider à « écologiser » l'économie politique ?

Tous ces questionnements d'ordre théorique et méthodologique pourront être illustrés à partir d'une variété de terrains, soulignant l'importance du travail empirique et permettant de comprendre comment les rapprochements avérés ou envisagés s'incarnent concrètement.

Si vous souhaitez contribuer à ce panel ouvert, merci de nous faire parvenir par mail (see.afep2020@mailo.com) un résumé étendu (résumé + références bibliographiques) avant le **25 mars 2020**.

Il est possible de proposer une contribution en français et/ou en anglais.

Les auteurs seront informés de l'acceptation ou non de leur proposition pour intégrer le panel, par email, avant mi-avril 2020.

Contact : see.afep2020@mailo.com

Au plaisir de vous lire !

Social Ecological Economics and Political Economy: Theoretical, Methodological and Empirical Issues

Call for papers Open panel

Coordination

Arnaud Buchs, UMR GAEL, Sciences Po Grenoble, Grenoble, France.

Leslie Carnoye, UMR CESAER, AgroSup Dijon, Dijon, France.

Olivier Petit, UMR CLERSE, Univ. Artois, Arras, France.

Gaël Plumecocq, UMR AGIR & LEREPS, INRA, Toulouse, France.

Clive Spash, WU Vienna University of Economics and Business, Austria

Ecological economics is a field of analysis that became institutionalized in the late 1980s with the creation of the International Society for Ecological Economics and the journal *Ecological Economics*. Important divides between different ways of conceiving the objectives, tools and methods of analysis within the field have promptly appeared. They led to distinguish, following Clive Spash, at least three main approaches that claim a proximity, or at the contrary a certain distance, with standard economics. The “new resource economics” and the “new environmental pragmatism” are adopting a conciliatory stance towards standard economics and its tools, while “social ecological economics” is more in line with the heritage of institutionalist economic approaches and develops an interdisciplinary approach deeply rooted in social sciences.

The purpose of this open panel is to better understand the existing relationships between social ecological economics and the diverse heterodox fields of analysis in economics as well as the ways that could be opened to strengthen and structure these links. To do so, we expect contributions that refer to theoretical and / or methodological arguments and that can be based on diverse fieldworks, from which cross-fertilization could be updated or questioned.

From a theoretical point of view, without being exhaustive, diverse approaches in institutional economics can be mobilized (historical institutionalism, regulation school, economics of conventions, economics of proximity...). In addition, what crossings can be made between social ecological economics and Marxian approaches and/or with post-Keynesian analysis? In a more interdisciplinary perspective, what crossings are identifiable, or even desirable, between social ecological economics and other epistemic communities operating at the interface between natures and societies (social-ecological systems, common-pool resources, political ecology, etc.). What are the differences between these approaches and what are the possible blocking points that would prevent a renewed dialogue?

From a methodological point of view, how can we deal with temporal (historical and prospective) and territorial (multi-level governance, cartographic tools, etc.) issues and how to mobilize such approaches? How to renew methods for evaluating environmental damages, environmental risks or those relating to ecosystem services? What role do frontier concepts play, which can be appropriated by the different schools of thought above-mentioned (ecosystem services, natural capital, resilience, governance, commons, etc.) and can they help to foster a dialogue?

Finally, what are the epistemological implications of dealing with the ecological crisis and its materiality in social sciences? How does this differentiate social ecological economics from other institutionalist approaches? How can social ecological economics help to “greening” the rest of institutional approaches?

All these theoretical and methodological questions can be illustrated from a variety of fieldworks, emphasizing the importance of empirical studies, which can allow us to understand how these actual or foreseen cross-fertilizations can be embodied and applied concretely.

If you are interested to contribute, please send your extended abstract (abstract + bibliographic references) by email (see.afep2020@mailo.com), before **March 25th 2020**.

Authors will be notified of acceptance or non-acceptance to contribute to the panel by email by mid-April.

Contact : see.afep2020@mailo.com

Looking forward to reading from you!